

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 1354

[S - C - 97/511]

25 JUIN 1997. — Loi modifiant la loi provinciale, la loi du 1^{er} juillet 1860 apportant des modifications à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment et la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — Modifications de la loi provinciale

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi provinciale du 30 avril 1836, les mots "et un commissaire du gouvernement" sont remplacés par les mots "une députation permanente et un gouverneur".

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1354

[S - C - 97/511]

25 JUNI 1997. — Wet tot wijziging van de provinciewet, de wet van 1 juli 1860 tot wijziging van de provinciewet en de gemeentewet wat betreft de eedaflegging en de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van de provinciewet

Art. 2. In artikel 1 van de provinciewet van 30 april 1836 worden de woorden "en een commissaris van de regering" vervangen door de woorden ", een bestendige deputatie en een gouverneur".

(1) *Session ordinaire 1995-1996.*

Sénat :

Documents parlementaires — Proposition de loi de MM. Pinoie, Daras, Mme Thijs, Cornet d'Elzuis, M. Mouton, Mme Leduc, MM. Hostekint et Nothomb, n° 1-236-1. — Amendements, n°s 1-236-2 à 6 — Articles adoptés en première lecture par la commission, n° 1-236-7 — Avis du Conseil d'Etat, n° 1-236-8.

Session ordinaire 1996-1997.

Sénat :

Documents parlementaires — Amendements, n°s 1-236-9 à 15 — Rapport, n° 1-236-16 — Texte adopté par la commission, n° 1-236-17 — Amendements, n°s 1-236-18 à 22 — Texte adopté par la commission après renvoi par la séance plénière, n° 1-236-23 — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, n° 1-236-24.

Décisions de la commission parlementaire de concertation : n° 1-82-17.

Annales parlementaires — Séances des 18 et 20 février 1997 : discussion et adaptation.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 935-1 — Amendements, n°s 935-2 à 7 — Rapport, n° 935-8 — Texte adopté par la commission, n° 935-9 — Amendements, n°s 935-10 et 11 — Rapport complémentaire, n° 935-12 — Article modifié par la commission, n° 935-13 — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 935-14.

Décisions de la commission parlementaire de concertation, n° 1-82-17.

Annales parlementaires — Séances des 20 et 22 mai 1997 : discussion — Séance du 29 mai 1997 : adoption.

Sénat :

Documents parlementaires — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 1-236-25 — Texte adopté par la commission, n° 1-236-26.

Annales parlementaires — Séance du 12 juin 1997 : discussion et adoption.

(1) *Gewone zitting 1995-1996.*

Senaat :

Parlementaire stukken — Wetsvoorstel van de heren Pinoie, Dara, de dames Thijs, Cornet d'Elzuis, de heer Mouton, Mevr. Leduc, de heren Hostekint en Nothomb, nr. 1-236-1 — Artikelen in eerste lezing aangenomen door de commissie, nr. 1-236-7 — Advies van de Raad van State, nr. 1-236-8.

Gewone zitting 1996-1997.

Senaat :

Parlementaire stukken — Amendementen, nrs. 1-236-9 tot 15 — Verslag, nr. 1-236-16 — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-236-17 — Amendementen, nrs. 1-236-18 tot 22 — Tekst aangenomen door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering, nr. 1-236-23 — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-236-24.

Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie, nr. 1-82-17.

Parlementaire Handelingen — Zittingen van 18 en 20 februari 1997 : bespreking en aanneming.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken — Wetsontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 935-1 — Amendementen, nrs. 935-2 tot 7 — Verslag, nr. 935-8 — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 935-9 — Amendementen, nrs. 935-10 en 11 — Aanvullend verslag, nr. 935-12 — Artikel gewijzigd door de commissie, nr. 935-13 — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 935-14.

Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie, nr. 1-82-17.

Parlementaire Handelingen — Zittingen van 20 en 22 mei 1997 : bespreking — Zitting van 29 mei 1997 : aanneming.

Senaat :

Parlementaire stukken — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-236-25 — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-236-26.

Parlementaire Handelingen — Zitting van 12 juni 1997 : bespreking en aanneming.

Art. 3. A l'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 3 avril 1973, 6 juillet 1987 et 28 décembre 1994, les alinéas 1^{er} à 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le gouverneur est le commissaire du Gouvernement dans la province.

Les gouverneurs sont nommés et révoqués par le Roi.

Les greffiers sont nommés, suspendus et révoqués par le conseil provincial. Pour pouvoir être nommé greffier provincial, les candidats doivent être âgés de 25 ans au moins. Les autres conditions de nomination, les conditions de suspension et de révocation des greffiers sont déterminées par le Roi.

Les greffiers prêtent serment entre les mains du président du conseil provincial. »

Art. 4. A l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "et au moins une fois par mois";

2° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, il est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Cette obligation ne s'applique pas aux mois de juillet et d'août. »;

3° un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré *in fine* :

« Le président est également tenu de convoquer le conseil à la demande de la députation permanente aux jour et heure indiqués, avec l'ordre du jour proposé. »

Art. 5. L'article 47 de la loi provinciale, modifié par la loi du 27 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 47. Le conseil ne peut prendre de décision si la majorité de ses membres n'est présente.

Cependant, si le conseil a été convoqué deux fois sans s'être trouvé en nombre requis, il pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article 57, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième ou pour la troisième fois que la convocation a eu lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premiers alinéas du présent article. »

Art. 6. A l'article 49 de la même loi, modifié par les lois des 6 janvier 1984 et 11 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "sous la présidence de leur doyen d'âge, assisté des deux membres les moins âgés comme secrétaires" sont remplacés par les mots "sous la présidence du membre qui compte le plus d'ancienneté en qualité de conseiller provincial ou, en cas de parité, le plus âgé d'entre eux, assisté des deux membres les plus jeunes comme secrétaires";

2° un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, si le deuxième vendredi visé à l'alinéa premier est un jour férié, la réunion du nouveau conseil provincial est reportée au lundi qui suit. »

Art. 7. L'article 50 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, est complété par les alinéas suivants :

« Le conseil provincial peut créer en son sein des commissions qui lui fourniront des avis sur toutes les matières relevant de sa compétence. Le conseil arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, les dispositions relatives à la composition et au fonctionnement de ces commissions. La composition des commissions obéit au principe de la représentation proportionnelle.

Les commissions peuvent toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

Les habitants de la province ont le droit de demander, par écrit, des explications sur les délibérations du conseil provincial ou de la députation permanente. Dans le respect des dispositions prévues par le règlement d'ordre intérieur, une commission ad hoc se charge d'y répondre oralement au cours de ses réunions, à moins que cette commission ne décide qu'il y sera répondu à l'issue de la séance suivante du conseil provincial. »

Art. 8. L'article 51 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 51. § 1^{er}. Les séances du conseil provincial sont publiques.

Art. 3. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 3 april 1973, 6 juli 1987 en 28 december 1994, worden het eerste tot het derde lid vervangen als volgt :

« De gouverneur is de commissaris van de Regering in de provincie.

De gouverneurs worden benoemd en afgezet door de Koning.

De griffiers worden benoemd, geschorst en afgezet door de provincieraad. Om tot provinciegriffier te kunnen worden benoemd, moeten de kandidaten ten minste 25 jaar oud zijn. De Koning bepaalt de andere benoemingsvoorwaarden, alsmede de schorsings- en afzettingsvoorwaarden die gelden voor de griffiers.

De griffiers leggen de eed af in handen van de voorzitter van de provincieraad. »

Art. 4. In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "en ten minste eenmaal per maand";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« Deze verplichting is niet van toepassing op de maanden juli en augustus. »;

3° *in fine* wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

« De voorzitter is tevens gehouden de raad op verzoek van de bestendige deputatie bijeen te roepen op de aangeduide dag en het aangeduide uur met de voorgestelde agenda. »

Art. 5. Artikel 47 van de provinciewet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, wordt vervangen als volgt :

« Art. 47. De raad kan geen besluit nemen indien niet de meerderheid van de leden aanwezig is.

De raad kan echter, indien hij tweemaal bijeengeroepen is zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, na een derde en laatste oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden een beslissing nemen over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.

De tweede en de derde oproeping moeten geschieden overeenkomstig de voorschriften van artikel 57, en er moet vermeld worden of de oproeping voor de tweede of de derde maal geschiedt; bovendien moeten de eerste twee leden van dit artikel in de derde oproeping woordelijk worden overgenomen. »

Art. 6. In artikel 49 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 januari 1984 en 11 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "onder voorzitterschap van het oudste lid in jaren, bijgestaan door de jongste twee leden als secretaris," vervangen door de woorden "onder voorzitterschap van het lid dat de meeste anciënniteit als provincieraadslid bezit of, bij gelijke anciënniteit, de oudste van hen, bijgestaan door de jongste twee leden als secretaris,";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« Indien de tweede vrijdag bedoeld in het eerste lid evenwel een feestdag is, wordt de vergadering van de nieuwe provincieraad uitgesteld tot de daaropvolgende maandag. »

Art. 7. Artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De provincieraad kan in zijn midden commissies oprichten die hem van advies dienen over al de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren. De raad bepaalt in zijn reglement van orde de regelen houdende de samenstelling en de werking van deze commissies. De samenstelling ervan geschiedt volgens het principe van de evenredige vertegenwoordiging.

De commissies kunnen steeds deskundigen en belanghebbenden horen.

De inwoners van de provincie hebben het recht schriftelijk uitleg te vragen over de beraadslagingen en de besluiten van de provincieraad of de bestendige deputatie. Met inachtneming van de bepalingen van het reglement van orde, antwoordt een commissie ad hoc daar mondeling op tijdens haar vergaderingen, tenzij die commissie beslist dat er eerst op zal worden geantwoord aan het slot van de volgende vergadering van de provincieraad. »

Art. 8. Artikel 51 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 51. § 1. De vergaderingen van de provincieraad zijn openbaar.

§ 2. Sauf en ce qui concerne les séances relatives au budget, le conseil provincial, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la séance ne sera pas publique.

§ 3. La séance n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce immédiatement le huis clos.

§ 4. Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

§ 5. S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin. »

Art. 9. L'article 52 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil provincial votent à haute voix ou par assis et levé.

Néanmoins, le vote se fait toujours à haute voix et par appel nominal sur l'ensemble de chaque résolution. Il en va de même chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix ou au vote par assis et levé. Le vote exprimé électroniquement est considéré comme équivalent au vote à haute voix et par appel nominal. Le vote à main levée est considéré comme équivalent au vote par assis et levé.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

En cas de vote à haute voix, le président vote en dernier lieu. »

Art. 10. L'article 55 de la même loi, modifié par les lois des 30 décembre 1887 et 27 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55. La séance est ouverte et close par le président.

Sauf stipulation contraire dans le règlement d'ordre intérieur, il est donné lecture du procès-verbal de la précédente séance, à l'ouverture de chaque séance.

Dans tous les cas, le procès-verbal est mis à la disposition des conseillers sept jours francs au moins avant le jour de la séance. Dans les cas d'urgence, il est mis à la disposition en même temps que l'ordre du jour.

Tout membre a le droit, pendant la séance, de réclamer contre sa rédaction.

Si la réclamation est adoptée, le greffier est chargé de présenter, séance tenante ou, au plus tard, dans la séance suivante, une nouvelle rédaction, conformément à la décision du conseil.

Si la séance s'écoule sans réclamation, le procès-verbal est approuvé et transcrit comme stipulé à l'article 119, alinéa 1^{er}.

Chaque fois que le conseil le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents. »

Art. 11. Un article 56bis rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Art. 56bis. Au plus tard sept jours francs après la réunion du conseil provincial, un rapport succinct des délibérations, y compris du résultat des votes, est rédigé et transmis aux conseillers.

En cas de vote nominatif, le compte rendu mentionnera le vote émis par chaque conseiller.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités de la rédaction de ce rapport. »

Art. 12. L'article 57 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 57. § 1^{er}. La convocation se fait par écrit et à domicile au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour et les propositions de décision.

Ce délai est toutefois ramené à trois jours francs pour l'application de l'article 47, troisième alinéa.

§ 2. Behalve wat betreft de vergaderingen met betrekking tot de begroting, kan de provincieraad, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

§ 3. De vergadering is niet openbaar wanneer het om personen gaat.

Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter terstond de behandeling in besloten vergadering.

§ 4. Uitgezonderd in tuchtzaken kan de besloten vergadering eerst plaatsvinden na de openbare vergadering.

§ 5. Wanneer tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt moet worden voortgezet in besloten vergadering, kan de openbare vergadering, enkel met dit doel, worden onderbroken. »

Art. 9. Artikel 52 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 52. Onverminderd het vierde lid stemmen de leden van de provincieraad mondeling of bij zitten en opstaan.

De stemming geschiedt evenwel altijd mondeling en bij naamafroeping over elk besluit in zijn geheel. Dat is ook zo telkens als een derde van de aanwezige leden daarom verzoekt.

Het reglement van orde kan een regeling invoeren die gelijkwaardig is aan een mondelinge stemming of een stemming bij zitten en opstaan. De elektronisch uitgebrachte stemming wordt geacht gelijk te staan met de mondelinge stemming bij naamafroeping. De stemming bij handopsteking wordt geacht gelijk te staan met de stemming bij zitten en opstaan.

Alleen de voordrachten van kandidaten, de benoemingen tot ambten, de terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsingen in het belang van de dienst en de tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid van stemmen.

In geval van mondelinge stemming stemt de voorzitter het laatst. »

Art. 10. Artikel 55 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1887 en 27 mei 1975, wordt vervangen als volgt :

« Art. 55. De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten.

Tenzij het reglement van orde anders bepaalt, wordt bij het openen van elke vergadering voorlezing gedaan van de notulen van de vorige vergadering.

In elk geval worden de notulen ten minste zeven vrije dagen voor de dag van de vergadering ter inzage van de leden van de raad gelegd. In spoedeisende gevallen worden de notulen samen met de agenda ter inzage gelegd.

Elk lid heeft het recht om tijdens de vergadering bezwaren tegen de redactie in te brengen.

Worden de bezwaren gegrond bevonden, dan wordt de griffier ermee belast, staande de vergadering of uiterlijk op de eerstvolgende vergadering, een nieuwe redactie voor te leggen die in overeenstemming is met het besluit van de raad.

Indien geen bezwaren worden ingebracht vóór het einde van de vergadering, zijn de notulen goedgekeurd en worden zij overgeschreven zoals in artikel 119, eerste lid, bepaald is.

Telkens als de raad het gewenst acht, worden de notulen geheel of gedeeltelijk staande de vergadering opgemaakt en door de aanwezige leden ondertekend. »

Art. 11. In dezelfde wet wordt een artikel 56bis ingevoegd, luidende :

« Art. 56bis. Uiterlijk zeven vrije dagen na de vergadering van de provincieraad wordt een beknopt verslag van de beraadslagingen en besluiten, met inbegrip van de uitslag van de stemmingen, opgesteld en aan de raadsleden toegezonden.

Bij naamstemmingen wordt de stemhouding van de onderscheiden raadsleden vermeld.

Het reglement van orde bepaalt de nadere regels voor het opstellen van dat verslag. »

Art. 12. Artikel 57 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, wordt vervangen als volgt :

« Art. 57. § 1. De oproeping geschiedt schriftelijk en aan huis ten minste zeven vrije dagen voor de dag van de vergadering; zij vermeldt de agenda en de voorstellen van beslissing.

Deze termijn wordt evenwel tot drie vrije dagen teruggebracht voor de toepassing van artikel 47, derde lid.

En cas d'urgence, le délai de convocation visé à l'alinéa 1^{er} peut être diminué, sans toutefois pouvoir être inférieur à un jour franc avant celui de la réunion.

Les points de l'ordre du jour doivent être définis avec suffisamment de clarté.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, au greffe provincial, des membres du conseil provincial, dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 50, alinéa 1^{er}, peut prévoir que le greffier ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles les informations techniques seront fournies.

§ 3. Un point ne figurant pas à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion en séance, sauf dans les cas d'urgence, lorsque le moindre report pourrait causer un préjudice grave.

L'urgence ne peut être décidée que par les deux tiers au moins des membres présents; leur nom est inséré au procès-verbal.

§ 4. Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au président du conseil au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Le président transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Il est interdit à un membre de la députation permanente de faire usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent. La députation permanente dispose toutefois de cette faculté. »

Art. 13. Un article 57bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 57bis. Le lieu, jour, heure et l'ordre du jour des séances du conseil provincial sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage au lieu du siège du conseil provincial, dans les mêmes délais que ceux prévus à l'article 57 relatif à la convocation du conseil provincial.

La presse et les habitants intéressés de la province sont, à leur demande et dans un délai utile, informés de l'ordre du jour du conseil provincial, moyennant éventuellement paiement d'une redevance qui ne peut excéder le prix de revient. Ce délai ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation conformément à l'article 57, § 4.

Le règlement d'ordre intérieur peut prescrire d'autres modes de publication. »

Art. 14. L'article 58 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58. Le président a la police de l'assemblée; il peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président, peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à vingt francs, sans préjudice d'autres poursuites si le fait y donne lieu. »

Art. 15. A l'article 61 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Le jeton de présence est égal au montant le plus élevé de l'échelle de traitement des assistants administratifs de la fonction publique de l'Etat fédéral, majoré ou réduit en application des règles de liaison à l'indice de cette échelle, puis divisé par 180. » ;

2° dans les alinéas 2 et 3, les mots "indemnité de frais de route" sont remplacés par les mots "indemnité de frais de déplacement";

3° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant de l'indemnité de frais de déplacement est fixé par le conseil provincial. Ce montant, ainsi que le montant des jetons de présence, sont à charge de la province. »

Art. 16. L'article 63 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 1887, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 63. Il est interdit à tout membre du conseil :

In spoedeisende gevallen kan de in het eerste lid bedoelde termijn van oproeping worden ingekort, zonder evenwel korter te zijn dan een vrije dag vóór de dag van de vergadering.

De agendapunten moeten voldoende duidelijk omschreven zijn.

§ 2. Voor elk agendapunt worden alle stukken die erop betrekking hebben, op de griffie van de provincie ter inzage gelegd van de leden van de provincieraad, vanaf het verzenden van de agenda.

Het reglement van orde bedoeld in artikel 50, eerste lid, kan voorschrijven dat de griffier of de door hem aangewezen ambtenaren aan de raadsleden die erom verzoeken, technische inlichtingen verstrekken over de in het dossier voorkomende stukken; in dat geval worden in het reglement van orde tevens de regels bepaald voor het verstrekken van die technische inlichtingen.

§ 3. Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel ernstige schade zou kunnen berokkenen.

Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door ten minste twee derden van de aanwezige leden; de naam van die leden wordt in de notulen vermeld.

§ 4. Elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet uiterlijk vijf vrije dagen vóór de vergadering overhandigd worden aan de voorzitter van de raad; het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de raad kan voorlichten. De voorzitter deelt de aanvullende agendapunten onverwijld mee aan de leden van de raad.

Van de mogelijkheid vermeld in het vorige lid kan geen gebruik worden gemaakt door een lid van de bestendige deputatie. De bestendige deputatie beschikt echter wel over deze mogelijkheid. »

Art. 13. In dezelfde wet wordt een artikel 57bis ingevoegd, luidende :

« Art. 57bis. Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergadering van de provincieraad worden ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking op de plaats waar de provincieraad zitting houdt, binnen dezelfde termijnen als die vermeld in artikel 57 met betrekking tot de bijeenroeping van de provincieraad.

De pers en de belangstellende inwoners van de provincie worden op hun verzoek en binnen een nog lopende termijn, op de hoogte gesteld van de agenda van de provincieraad, eventueel tegen betaling van een vergoeding die niet meer mag bedragen dan de kostprijs. Deze termijn is niet van toepassing op de punten die aan de agenda worden toegevoegd na het verzenden van de oproeping overeenkomstig artikel 57, § 4.

Het reglement van orde kan nog andere wijzen van bekendmaking voorschrijven. »

Art. 14. Artikel 58 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 58. De voorzitter is belast met de handhaving van de orde in de vergadering; hij kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond iedere persoon uit de zaal doen verwijderen die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opmaken tegen de overtreder en hem verwijzen naar de politierechtbank, die hem kan veroordelen tot een geldboete van één frank tot twintig frank, onverminderd andere vervolgingen indien het feit daartoe grond oplevert. »

Art. 15. In artikel 61 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« Het presentiegeld wordt verkregen door het hoogste bedrag van de weddeschaal van de bestuursassistenten in dienst bij de federale Staat, verhoogd of verlaagd volgens de voor die schaal geldende regels van indexkoppeling, te delen door 180. » ;

2° in de Franse tekst van het tweede en het derde lid worden de woorden "indemnité de frais de route" vervangen door de woorden "indemnité de frais de déplacement";

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de vergoeding voor reiskosten wordt door de provincieraad vastgesteld. Dit bedrag, alsook het bedrag van het presentiegeld, zijn ten laste van de provincie. »

Art. 16. Artikel 63 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, wordt vervangen als volgt :

« Art. 63. Het is elk raadslid verboden :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part directement ou indirectement dans aucun service, perception de droits, fourniture ou adjudication quelconque pour la province;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre la province; il ne pourra, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la province;

4° d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel en matière disciplinaire ou de suspension par mesure d'ordre;

5° d'intervenir comme délégué ou expert d'une organisation syndicale dans un comité de négociation ou de concertation de la province.

Les dispositions qui précèdent sont applicables au greffier et aux membres de la députation permanente, ainsi qu'à la personne de confiance visée à l'article 63bis. »

Art. 17. Un article 63bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 63bis. Le conseiller qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par une personne de confiance, choisie parmi les électeurs du conseil provincial qui satisfont aux critères d'éligibilité applicables en ce qui concerne le mandat de conseiller provincial et qui ne fait pas partie du personnel de la province ni des sociétés ou associations desquelles la province est membre ou dans lesquelles elle est représentée.

Pour l'application du premier alinéa, le Roi définit les critères servant à établir la qualité de conseiller handicapé.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance dispose des mêmes moyens et est soumise aux mêmes obligations que le conseiller. Elle n'a pas le droit de percevoir des jetons de présence, mais bien une indemnité de frais de déplacement, telle que prévue à l'article 61. »

Art. 18. Un article 63ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 63ter. Le conseiller provincial empêché par le fait qu'il effectue son terme de service militaire actif ou son terme de service civil en tant qu'objecteur de conscience, est remplacé, à sa demande écrite adressée au président du conseil provincial, pendant cette période.

Le conseiller provincial qui souhaite prendre un congé parental en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, est remplacé, à sa demande écrite adressée au président du conseil provincial, au plus tôt à partir de la septième semaine avant la date présumée de la naissance ou de l'adoption jusqu'à la fin de la huitième semaine qui suit la naissance ou l'adoption. L'interruption de l'exercice du mandat est prorogée à sa demande écrite, au-delà de la huitième semaine, pour une période égale à celle durant laquelle il a continué à exercer son mandat pendant la période de sept semaines qui a précédé le jour de la naissance ou de l'adoption.

Le conseiller provincial empêché en raison de l'accomplissement de son terme de service militaire actif ou de son terme de service civil en tant qu'objecteur de conscience ou pour cause de congé parental, qui demande son remplacement, est remplacé par le suppléant appartenant à sa liste et arrivant le premier dans l'ordre indiqué à l'article 21, § 2, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, après vérification des pouvoirs de celui-ci par le conseil provincial.

Les dispositions des premier et deuxième alinéas ne sont toutefois applicables qu'à partir de la première séance du conseil provincial suivant celle au cours de laquelle le conseiller empêché a été installé. »

Art. 19. L'article 65 de la même loi, modifié par les lois des 30 décembre 1887 et 6 juillet 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 65. Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt provincial; il délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure.

Il nomme, suspend et révoque tous les agents de l'administration provinciale à l'exception de ceux dont il attribue la nomination, la suspension et la révocation à la députation permanente. »

1° tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding ten behoeve van de provincie;

3° als advocaat, notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen die tegen de provincie zijn ingesteld; het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de provincie te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak;

4° op te treden als raadsman van een personeelslid in tuchtzaken of in geval van schorsing bij ordemaatregel;

5° op te treden als afgevaardigde of deskundige van een vakbond in een onderhandelings- of overlegcomité van de provincie.

De bovenstaande bepalingen zijn mede van toepassing op de griffier en op de leden van de bestendige deputatie, alsook op de vertrouwenspersoon bedoeld in artikel 63bis. »

Art. 17. In dezelfde wet wordt een artikel 63bis ingevoegd, luidende :

« Art. 63bis. Het raadslid dat wegens een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dat mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersoon gekozen uit de provincieraadskiezers die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van provincieraadslid voldoen, en die geen lid is van het personeel van de provincie, noch van de vennootschappen of verenigingen waarvan de provincie lid is of waarin zij vertegenwoordigd is.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Koning de criteria tot vaststelling van de hoedanigheid van een raadslid met een handicap.

Bij het verlenen van de bijstand krijgt de vertrouwenspersoon dezelfde middelen ter beschikking en heeft hij dezelfde verplichtingen als het raadslid. Hij heeft geen recht op presentiegeld, doch wel op een vergoeding voor reiskosten, zoals bepaald in artikel 61. »

Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 63ter ingevoegd, luidende :

« Art. 63ter. Het provincieraadslid dat verhinderd is wegens de vervulling van zijn actieve militaire dienstdienst of van zijn burgerdienst als gewetensbezwaarde, wordt, op zijn schriftelijk verzoek gericht aan de voorzitter van de provincieraad, gedurende die periode vervangen.

Het provincieraadslid dat ouderschapsverlof wenst te nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind, wordt, op zijn schriftelijk verzoek gericht aan de voorzitter van de provincieraad, vervangen, ten vroegste vanaf de zevende week vóór de vermoedelijke datum van de geboorte of van de adoptie, tot het einde van de achtste week na de dag van de geboorte of de adoptie. Op zijn schriftelijk verzoek wordt de onderbreking van de uitoefening van het mandaat na de achtste week verlengd met een periode gelijk aan die gedurende welke het lid zijn mandaat verder heeft uitgeoefend tijdens de periode van zeven weken die de dag van de geboorte of de adoptie voorafgaan.

Het provincieraadslid dat verhinderd is wegens de vervulling van zijn actieve militaire dienstdienst of van zijn burgerdienst als gewetensbezwaarde, of wegens ouderschapsverlof en om zijn vervanging verzoekt, wordt vervangen door de opvolger van zijn lijst die als eerste gerangschikt is overeenkomstig artikel 21, § 2, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, na onderzoek van diens geloofsbrief door de provincieraad.

Het eerste en het tweede lid zijn echter slechts toepasselijk vanaf de eerste vergadering van de provincieraad na die waarop het raadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd is. »

Art. 19. Artikel 65 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1887 en 6 juli 1987, wordt vervangen als volgt :

« Art. 65. De raad regelt alles wat van provinciaal belang is; hij beraadslaagt en besluit over elk ander onderwerp dat hem door de hogere overheid wordt voorgelegd.

Hij benoemt, schorst en ontslaat alle personeelsleden van het provinciaal bestuur, behalve die waarvan hij de benoeming, de schorsing en het ontslag aan de bestendige deputatie opdraagt. »

Art. 20. Un article 65bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 65bis. § 1^{er}. Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration provinciale ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil, même si cet acte ou cette pièce concerne une mission attribuée au gouverneur ou à la députation permanente.

Il est tenu un registre des pièces entrantes et sortantes dans les services et institutions de la province.

Une copie des actes et pièces est délivrée aux conseillers provinciaux qui en font la demande auprès du greffier provincial.

Les conseillers provinciaux reçoivent, à leur demande, copie des procès-verbaux des séances de la députation permanente dans les 15 jours qui suivent la tenue de ces séances.

§ 2. Les conseillers provinciaux peuvent visiter tous les établissements et services créés et gérés par la province.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 50 prévoit selon quelles modalités et quels horaires le droit de consultation et de visite peut être exercé, ainsi que les conditions dans lesquelles une copie des actes ou pièces peut être obtenue. Une redevance peut être demandée pour l'obtention d'une copie des actes ou pièces. Le montant de cette redevance est calculé en fonction du prix coûtant, sans que les frais de personnel ne puissent en aucun cas être pris en compte.

§ 3. Les conseillers provinciaux ont le droit de poser des questions à la députation permanente ou au gouverneur sur les matières qui ont trait à l'administration de la province.

Sans préjudice des exceptions prévues par la loi et sans porter atteinte aux compétences conférées au gouverneur et à la députation permanente, les conseillers provinciaux ont le droit d'être informés par le gouverneur et par la députation permanente sur la manière dont ceux-ci exercent leurs compétences.

Afin de permettre aux conseillers provinciaux de leur poser des questions orales d'actualité, il est réservé 1 heure au début de chaque séance du conseil.

Les membres du conseil ont également le droit de leur poser des questions écrites auxquelles il doit être répondu dans un délai de 20 jours ouvrables. Les questions et réponses doivent être publiées dans un bulletin *ad hoc*.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 50 fixe les modalités d'application du présent article.

Le droit d'interrogation ne peut pas porter sur des dossiers de tutelle administrative à l'égard de communes et de centres publics d'aide sociale. »

Art. 21. L'article 66 de la même loi, modifié par les lois des 11 juillet 1952, 28 juin 1963, 6 janvier 1984 et 15 mars 1991 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 66. § 1^{er}. Le Roi arrête les règles budgétaires, financières et comptables des provinces selon les principes de la comptabilité en partie double, ainsi que celles relatives aux modalités d'exercice des fonctions du receveur provincial et des comptables et receveurs visés à l'article 114.

§ 2. Chaque année, lors d'une séance qui a lieu au mois d'octobre, la députation permanente soumet au conseil provincial le projet de budget pour l'exercice suivant, les comptes de l'exercice précédent ainsi qu'une note de politique générale.

La note de politique générale comprend au moins les priorités et les objectifs politiques, les moyens budgétaires et l'indication du délai dans lequel ces priorités et ces objectifs doivent être réalisés.

Le projet du budget et la note de politique générale qui l'accompagne, sont distribués à tous les membres du conseil provincial, au moins sept jours francs avant la séance au cours de laquelle ils seront examinés.

Cette note de politique générale est publiée au Mémorial administratif. La députation permanente soumet également au conseil toutes autres propositions qu'elle juge utiles.

§ 3. A l'occasion de l'examen des budgets et des comptes, le conseil provincial discute de manière approfondie de la note visée au § 2. Il discute également des politiques des différentes intercommunales ou associations au sein desquelles la province participe et à la gestion desquelles elle est représentée.

§ 4. Chaque année, le conseil provincial arrête les comptes de la province pour l'exercice antérieur. Les comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan.

Art. 20. In dezelfde wet wordt een artikel 65bis ingevoegd, luidende :

« Art. 65bis. § 1. Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de provincie mag aan het onderzoek van de leden van de raad worden onttrokken, ook niet indien die akte of dat stuk betrekking heeft op een aan de gouverneur of de bestendige deputatie toegewezen opdracht.

Een register van inkomende en uitgaande stukken wordt bijgehouden in de diensten en instellingen van de provincie.

Aan de provincieraadsleden wordt een afschrift van de akten en stukken afgegeven wanneer zij daarom verzoeken bij de griffier van de provincie.

De provincieraadsleden ontvangen op hun verzoek een afschrift van de notulen van de vergaderingen van de bestendige deputatie binnen 15 dagen na die vergaderingen.

§ 2. De provincieraadsleden mogen alle inrichtingen en diensten bezoeken die de provincie opricht en beheert.

Het in artikel 50 bedoelde reglement van orde bepaalt op welke wijze en op welk tijdstip het inzage- en bezoekrecht kunnen worden uitgeoefend, alsmede onder welke voorwaarden een afschrift van de akten of stukken kan worden verkregen. Voor het verkrijgen van een afschrift van de akten of stukken kan een vergoeding aangerekend worden die overeenstemt met de kostprijs, zonder dat de personeelskosten op enigerlei wijze in rekening mogen worden gebracht.

§ 3. De provincieraadsleden hebben het recht vragen te stellen aan de bestendige deputatie of aan de gouverneur over de aangelegenheden die het bestuur van de provincie betreffen.

Behoudens uitzonderingen die de wet bepaalt en zonder op enige wijze afbreuk te doen aan de aan de gouverneur of de bestendige deputatie toegekende bevoegdheden, hebben de provincieraadsleden het recht om door de gouverneur of door de bestendige deputatie geïnformeerd te worden over de wijze waarop deze hun bevoegdheden uitoefenen.

Om de provincieraadsleden de kans te bieden mondelinge vragen over actuele onderwerpen te stellen, wordt aan het begin van iedere vergadering van de raad één uur uitgetrokken.

Voorts hebben de provincieraadsleden ook het recht schriftelijke vragen te stellen waarop geantwoord moet worden binnen een termijn van twintig werkdagen. Die vragen en antwoorden moeten verschijnen in een daartoe uitgegeven bulletin.

Het in artikel 50 bedoelde reglement van orde bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel.

Het vraagrecht kan geen betrekking hebben op dossiers van administratief toezicht ten aanzien van gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn. »

Art. 21. Artikel 66 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1952, 28 juni 1963, 6 januari 1984 en 15 maart 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 66. § 1. De Koning bepaalt de begrotings-, de financiële en de boekhoudkundige voorschriften van de provincies volgens de principes van de dubbele boekhouding, alsook de nadere regels voor de uitoefening van de taken van de provincieontvanger en van de rekenplichtigen en ontvangers bedoeld in artikel 114.

§ 2. Ieder jaar legt de bestendige deputatie, tijdens een vergadering die wordt gehouden in de maand oktober, aan de provincieraad het ontwerp voor van begroting voor het volgende dienstjaar, de rekeningen over het vorige dienstjaar alsook een algemene beleidsnota.

De beleidsnota bevat minstens de beleidsprioriteiten en -doelstellingen, de begrotingsmiddelen en de termijn waarbinnen deze prioriteiten en doelstellingen gerealiseerd moeten worden.

Het ontwerp van begroting en de bijbehorende algemene beleidsnota worden aan ieder lid van de provincieraad bezorgd ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering waarop deze zullen worden besproken.

Deze nota wordt bekendgemaakt in het "Bestuursmemoriaal". De bestendige deputatie legt aan de raad eveneens alle andere voorstellen voor die zij nuttig acht.

§ 3. Naar aanleiding van de bespreking van de begrotingen en de rekeningen, bespreekt de provincieraad op grondige wijze de in § 2 bedoelde nota. Hij bespreekt eveneens het beleid van de verschillende intercommunales of verenigingen waaraan de provincie deelneemt en in het beheer waarvan zij vertegenwoordigd is.

§ 4. Ieder jaar stelt de provincieraad de rekeningen van de provincie over het vorige dienstjaar vast. De jaarrekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans.

En outre, il vote chaque année le budget des dépenses de l'exercice suivant et les moyens d'y faire face, pour le 31 octobre au plus tard.

Toutes les recettes et dépenses de la province doivent être portées au budget et dans les comptes. »

Art. 22. L'article 69, 9°, de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, est remplacé par le texte suivant :

« 9° les dépenses relatives aux églises cathédrales, aux palais épiscopaux et aux séminaires diocésains, conformément au décret des 18 germinal an XI et 30 décembre 1809; ».

Art. 23. L'article 69, 17°, de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, est remplacé par le texte suivant :

« 17° les frais relatifs aux séances du conseil et les jetons de présence et indemnités de déplacement alloués aux conseillers, ainsi que l'indemnité allouée aux personnes de confiance visées à l'article 63bis; ».

Art. 24. A l'article 74 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, la seconde phrase est supprimée.

Art. 25. L'article 75 de la même loi, modifié par la loi du 9 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 75. Le conseil provincial choisit le mode de passation des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services et en arrête les conditions.

Il peut déléguer ces compétences à la députation permanente pour les marchés qui portent sur la gestion journalière de la province, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire et, si le montant du marché ne dépasse pas 2 500 000 francs hors T.V.A., au budget extraordinaire.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, la députation peut exercer d'initiative les pouvoirs du conseil visés à l'alinéa premier.

Sa décision est communiquée au conseil provincial, qui en prend acte lors de sa prochaine séance.

La députation permanente engage la procédure et attribue le marché. Elle peut apporter au contrat toute modification qu'elle juge nécessaire au cours de son exécution, pour autant qu'il n'en résulte pas des dépenses supplémentaires de plus de 10 %.

Art. 26. A l'article 78, alinéa 2, de la même loi, la deuxième phrase est supprimée.

Art. 27. A l'article 96 de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "dans chaque province" sont supprimés;
- 2° les alinéas 1^{er}, 2 et 3 forment le paragraphe 1^{er};
- 3° l'article est complété par les §§ 2, 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 2. Les membres de la députation permanente sont élus par le conseil en son sein.

En cas de renouvellement du conseil provincial, les élus au conseil peuvent présenter des candidats en vue de cette élection. Un acte de présentation daté doit, pour chaque mandat, être déposé à cet effet entre les mains du gouverneur, au plus tard trois jours avant la séance d'installation du conseil.

Pour être recevables, les actes de présentation doivent être signés au moins par une majorité des élus de la liste du candidat présenté. Si la liste sur laquelle figure le candidat ne compte que deux élus, la signature d'un seul d'entre eux suffit pour que la disposition qui précède soit respectée. Sauf en cas de décès d'un candidat présenté ou de renonciation au mandat de conseiller provincial par un tel candidat, nul ne peut signer plus d'un acte de présentation pour le même mandat.

Si aucune présentation de candidats n'a été faite conformément à l'alinéa précité ou que les candidatures présentées par écrit ne suffisent pas à constituer entièrement la députation permanente, des candidats peuvent être présentés de vive voix en séance, à l'exclusion des candidats présentés par écrit qui n'ont pas été élus.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres de la députation permanente à élire. Le rang des membres de la députation permanente est déterminé par l'ordre des scrutins.

Bovendien stemt hij ieder jaar de begroting van de uitgaven voor het volgende dienstjaar en de middelen om daarin te voorzien en dit ten laatste op 31 oktober.

Alle ontvangsten en uitgaven van de provincie moeten op de begroting en in de rekeningen gebracht worden. »

Art. 22. Artikel 69, 9°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, wordt vervangen als volgt :

« 9° de uitgaven betreffende de kathedrale kerken, de bisschopshuizen en de bisschoppelijke seminaries overeenkomstig de decreten van 18 germinal jaar XI en 30 december 1809; ».

Art. 23. Artikel 69, 17°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, wordt vervangen als volgt :

« 17° de kosten van de raadsvergaderingen en de aan de raadsleden toegekende presentiegelden en vergoedingen voor reiskosten, alsmede de vergoeding toegekend aan de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 63bis; ».

Art. 24. In artikel 74 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, wordt de tweede zin geschrapt.

Art. 25. Artikel 75 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1948, wordt vervangen als volgt :

« Art. 75. De provincieraad kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden geplaatst en stelt de voorwaarden vast.

Voor de opdrachten die betrekking hebben op het dagelijks bestuur van de provincie, kan hij die bevoegdheden overdragen aan de bestendige deputatie, binnen de perken van de daartoe op de gewone begroting en, indien het bedrag van de opdracht niet hoger is dan 2 500 000 frank exclusief BTW, op de buitengewone begroting uitgetrokken kredieten.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan de bestendige deputatie, op eigen initiatief, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden van de raad uitoefenen.

Haar besluit wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt.

De bestendige deputatie stelt de procedure in en gunt de opdracht. Zij kan in de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die zij bij de uitvoering nodig acht, voor zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10 % voortvloeien. »

Art. 26. In artikel 78, tweede lid, van dezelfde wet wordt de tweede zin geschrapt.

Art. 27. In artikel 96 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden "in elke provincie" geschrapt;
- 2° het eerste, tweede en derde lid vormen paragraaf 1;
- 3° het artikel wordt aangevuld met de §§ 2, 3 en 4, luidende :

« § 2. De leden van de bestendige deputatie worden door de raad uit zijn midden verkozen.

In geval van vernieuwing van de provincieraad kunnen de verkozenen in de raad kandidaten voordragen met het oog op deze verkiezing. Hiervoor moet per mandaat een gedagtekende akte van voordracht worden neergelegd in handen van de gouverneur, uiterlijk drie dagen vóór de installatievergadering van de raad.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de akten van voordracht ten minste ondertekend zijn door een meerderheid van hen die op dezelfde lijst zijn verkozen als de voorgedragen kandidaat. Ingeval de lijst waarop de kandidaat voorkomt slechts twee verkozenen telt, volstaat, voor de naleving van wat voorafgaat, de handtekening van één onder hen. Behoudens in geval van overlijden of afstand van het mandaat van provincieraadslid door een voorgedragen kandidaat, kan niemand meer dan één akte van voordracht ondertekenen voor hetzelfde mandaat.

Wanneer geen enkele voordracht van kandidaten geschied is overeenkomstig het hierboven vermelde lid of wanneer de schriftelijk voorgedragen kandidaturen niet volstaan om de bestendige deputatie volledig samen te stellen, kunnen ter zitting kandidaten mondeling worden voorgedragen, met uitsluiting van de schriftelijk voorgedragen kandidaten die niet verkozen zijn.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid, door zoveel afzonderlijke stemmingen als er leden van de bestendige deputatie te kiezen zijn. De rang van de leden van de bestendige deputatie wordt bepaald door de volgorde van de stemmingen.

Si un seul candidat a été présenté pour un mandat à conférer, il est procédé à un seul tour de scrutin; dans tous les autres cas et si aucun candidat n'a obtenu la majorité après deux scrutins, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix; en cas de parité au ballottage, le membre qui compte le plus d'ancienneté en qualité de membre de la députation permanente est élu.

§ 3. Les membres de la députation permanente prêtent serment entre les mains du président du conseil provincial, séance tenante.

§ 4. Les membres de la députation permanente sortants lors d'un renouvellement intégral et les démissionnaires restent en fonction jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs aient été vérifiés et que leur installation ait eu lieu. »

Art. 28. L'article 97 de la même loi, abrogé par la loi du 18 mai 1872, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 97. Le président, le ou les vice-président(s) et les membres du bureau du conseil provincial ne peuvent être membres de la députation permanente. »

Art. 29. L'article 101 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 101. Tout membre de la députation qui s'absente des séances, pendant un mois consécutif, sans l'assentiment de la députation, est réputé démissionnaire.

Cette démission devient effective après son approbation par le conseil provincial. »

Art. 30. A l'article 104 de la même loi, modifié par les lois des 6 juillet 1987 et 16 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« La députation permanente est présidée par le gouverneur; en cas d'empêchement, la députation désigne un de ses membres pour la présider. Le gouverneur n'a pas voix délibérative, sauf lorsque la députation permanente exerce une mission juridictionnelle. » ;

2° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Toute résolution est prise à la majorité absolue des membres présents. Lorsque la députation permanente exerce une mission juridictionnelle, la voix du gouverneur est prépondérante en cas de partage des voix. » ;

3° un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« La députation permanente peut désigner le rapporteur qui présente le dossier et formule les propositions. »

Art. 31. A l'article 106 de la même loi, modifié par les lois des 27 mai 1975, 6 janvier 1984 et 6 juillet 1987, la dernière phrase de l'alinéa 5 est remplacée par la disposition suivante :

« Les actions en justice de la province, en demandant ou en défendant, décidées par la députation permanente, sont exercées, au nom de celle-ci, par son président. »

Art. 32. L'article 107 de la même loi, abrogé par la loi du 6 janvier 1984, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 107. La députation permanente est responsable de l'organisation des archives de l'administration provinciale. »

Art. 33. A l'article 108 de la même loi, les mots "des communautés et régions" sont insérés entre les mots "de l'État" et "ou des communes dans la province".

Art. 34. A l'article 112 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1883, 18 mai 1951, 26 février 1958, 28 juin 1963, 10 juillet 1979 et 6 janvier 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot "permanente" est inséré après le mot "députation";

2° le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Les mandats sont signés par le gouverneur et par le greffier. » ;

3° à l'alinéa 4, qui devient le troisième, les chiffres "100 000" et "20 000" visés respectivement aux a) et b), sont remplacés par les chiffres "2 000 000" et "100 000";

4° les alinéas 3, 5 et 7 sont abrogés;

Wanneer voor een te begeven mandaat slechts één kandidaat is voorgedragen, geschiedt de stemming in één ronde; in elk ander geval en indien na twee stemmingen geen kandidaat de meerderheid heeft verkregen, geschiedt de herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald; staken de stemmen bij de herstemming, dan is het lid dat de meeste anciënniteit heeft als lid van de bestendige deputatie verkozen.

§ 3. De leden van de bestendige deputatie leggen de eed af in handen van de voorzitter van de provincieraad, staande de vergadering.

§ 4. De leden van de bestendige deputatie die aftreden bij een algehele vernieuwing en de ontslagnemende leden blijven in functie totdat de geloofsbrieven van hun opvolgers zijn onderzocht en hun installatie heeft plaatsgehad. »

Art. 28. In dezelfde wet wordt artikel 97, opgeheven bij de wet van 18 mei 1872, opnieuw ingevoegd in de volgende lezing :

« Art. 97. De voorzitter, de ondervoorzitter(s) en de leden van het bureau van de provincieraad kunnen geen lid zijn van de bestendige deputatie. »

Art. 29. Artikel 101 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 101. Een lid van de bestendige deputatie dat zonder toestemming van de deputatie een maand onafgebroken uit de vergadering afwezig blijft, wordt geacht ontslag te nemen.

Dat ontslag gaat pas in na goedkeuring ervan door de provincieraad. »

Art. 30. In artikel 104 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1987 en 16 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De bestendige deputatie wordt voorgezeten door de gouverneur; in geval van verhindering wijst de bestendige deputatie een van haar leden aan om het voorzitterschap waar te nemen. De gouverneur is niet stemgerechtigd, tenzij de bestendige deputatie een rechtsprekende taak uitoefent. » ;

2° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« Elk besluit wordt genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden. Wanneer de bestendige deputatie een rechtsprekende taak uitoefent, is de stem van de gouverneur beslissend bij staking van stemmen. » ;

3° tussen het vijfde en zesde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« De bestendige deputatie kan de rapporteur aanwijzen die het dossier inleidt en de voorstellen formuleert. » .

Art. 31. In artikel 106 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1975, 6 januari 1984 en 6 juli 1987, wordt de laatste zin van het vijfde lid vervangen als volgt :

« De rechtsgedingen van de provincie als eiser of als verweerder waartoe door de bestendige deputatie is besloten, worden in haar naam gevoerd door haar voorzitter. »

Art. 32. Artikel 107 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 januari 1984, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 107. De bestendige deputatie is verantwoordelijk voor de organisatie van het archief van het provinciebestuur. »

Art. 33. In artikel 108 van dezelfde wet worden tussen de woorden "van de Staat" en "of van een gemeente in de provincie" de woorden "van de gemeenschappen en de gewesten" ingevoegd. »

Art. 34. In artikel 112 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1883, 18 mei 1951, 26 februari 1958, 28 juni 1963, 10 juli 1979 en 6 januari 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst van het eerste lid wordt na het woord "députation" het woord "permanente" ingevoegd;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De bevelschriften worden ondertekend door de gouverneur en door de griffier. » ;

3° in het vierde lid, dat het derde lid wordt, worden de cijfers "100 000" en "20 000", die respectievelijk voorkomen in de punten a) en b), vervangen door de cijfers "2 000 000" en "100 000";

4° het derde, het vijfde en het zevende lid worden opgeheven;

5° au neuvième alinéa, qui devient le cinquième, les mots "et sur la comptabilité" sont supprimés.

Art. 35. A l'article 113 de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1952, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les recettes et les dépenses générales des provinces sont opérées par l'entremise d'une institution financière agréée par la Commission bancaire et financière dans le cadre de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

L'institution financière choisie par la province parmi celles agréées conformément à l'alinéa 1^{er} est seule autorisée à prélever d'office, sur l'avois des divers comptes qu'elle a ouverts au nom de la province, le montant des dettes devenues exigibles que la province a contractées envers elle. »

2° à l'alinéa 3, les mots "la Société anonyme "Crédit communal de Belgique" sont remplacés, à la première et à la deuxième phrases, par les mots "l'institution financière visée à l'alinéa 1^{er}" et le mot "société" figurant dans la première phrase est remplacé par le mot "institution".

Art. 36. Un titre *VIIbis* intitulé "Du receveur provincial" et comprenant les articles 113*bis* à 114 est inséré après l'article 113 de la même loi.

Art. 37. L'article 113*bis* de la même loi, inséré par la loi du 11 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 113*bis*. § 1^{er}. Dans chaque province est institué un emploi de receveur provincial.

§ 2. Le receveur provincial est nommé par le conseil provincial. Il est nommé sur la base d'un concours organisé par la province et ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme leur permettant d'accéder aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat, ainsi qu'aux membres du personnel provincial appartenant au niveau 1 par recrutement ou par avancement en grade. Cette nomination a lieu dans les six mois de la vacance de l'emploi.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le comptable de la province nommé à titre définitif peut être nommé receveur provincial.

A défaut de cette nomination, le comptable nommé à titre définitif est nommé d'office receveur provincial adjoint par le conseil provincial avec maintien de son traitement et les avantages qui y sont liés.

3. Les receveurs provinciaux prêtent serment entre les mains du président du conseil provincial.

§ 4. Le receveur provincial est placé sous l'autorité de la députation permanente. »

Art. 38. Un article 113*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113*ter*. § 1^{er}. En cas d'absence justifiée, le receveur provincial peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner, pour une période de trente jours au plus, un remplaçant agréé par la députation permanente. Cette mesure peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence.

§ 2. Dans tous les autres cas, le conseil provincial peut désigner un receveur provincial faisant fonction. Le conseil provincial y est tenu lorsque l'absence excède un terme de trois mois.

§ 3. Le receveur provincial faisant fonction doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur provincial. Il exerce toutes les attributions dévolues au receveur provincial.

§ 4. Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance de la députation permanente. »

Art. 39. Un article 113*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113*quater*. Le receveur provincial est tenu de fournir, pour garantie de sa gestion, un cautionnement en numéraire, en titres ou sous la forme d'une ou de plusieurs hypothèques.

Le Roi fixe le montant minimum et maximum de cautionnement.

5° in het negende lid, dat het vijfde lid wordt, vervallen de woorden "en de comptabiliteit".

Art. 35. In artikel 113 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1952, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden vervangen als volgt :

« De algemene ontvangsten en uitgaven van de provincies worden gedaan door bemiddeling van een financiële instelling die door de Commissie van het Bank- en Financieewezen is erkend in het kader van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

Enkel de financiële instelling die door de provincie is gekozen uit die instellingen die erkend zijn overeenkomstig het eerste lid, is gemachtigd het bedrag van de opeisbaar geworden schulden, door een provincie tegenover haar aangegaan, ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed van de verschillende rekeningen die zij ten behoeve van die provincie heeft geopend. »

2° in het derde lid worden de woorden "de Naamloze Vennootschap "Gemeentekrediet van België"" in de eerste en de tweede zin vervangen door de woorden "de financiële instelling bedoeld in het eerste lid" en het woord "vennootschap" dat voorkomt in de eerste zin wordt vervangen door het woord "instelling".

Art. 36. Na artikel 113 van dezelfde wet wordt een titel *VIIbis* ingevoegd, onder het opschrift "Provincie-ontvanger", bestaande uit de artikelen 113*bis* tot 114.

Art. 37. Artikel 113*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1952, wordt vervangen als volgt :

« Art. 113*bis*. § 1. In elke provincie wordt een betrekking van provincieontvanger ingesteld.

§ 2. De provincieontvanger wordt benoemd door de provincieraad. Hij wordt benoemd na een vergelijkend examen dat door de provincie uitgeschreven wordt en dat toegankelijk is voor de kandidaten die houder zijn van een diploma dat in aanmerking komt voor toelating tot niveau 1 bij de rijksbesturen en voor de leden van het provinciepersoneel die bij werving of bij bevordering in graad tot niveau 1 behoren. Deze benoeming geschiedt binnen zes maanden na het openvallen van de betrekking.

In afwijking van het vorige lid kan de vastbenoemde rekenplichtige van de provincie benoemd worden tot provincieontvanger.

Gebeurt dat niet, dan wordt de vastbenoemde rekenplichtige door de provincieraad van rechtswege benoemd tot adjunct-provincieontvanger met behoud van zijn wedde en de daaraan verbonden voordelen.

§ 3. De provincieontvangers leggen de eed af in de handen van de voorzitter van de provincieraad.

§ 4. De provincieontvanger staat onder het gezag van de bestendige deputatie. »

Art. 38. In dezelfde wet wordt een artikel 113*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 113*ter*. § 1. In geval van gewettigde afwezigheid kan de provincieontvanger, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, binnen drie dagen in zijn vervanging voorzien en te dien einde, voor een periode van maximum dertig dagen, een door de bestendige deputatie erkende plaatsvervanger aanstellen. Die maatregel kan voor een zelfde afwezigheid tweemaal worden verlengd.

§ 2. In alle andere gevallen kan de provincieraad een waarnemende provincieontvanger aanwijzen. De provincieraad is daartoe verplicht wanneer de afwezigheid een termijn van drie maanden overschrijdt.

§ 3. De waarnemende provincieontvanger moet voldoen aan de voorwaarden vereist voor het uitoefenen van het ambt van provincieontvanger. Hij oefent alle bevoegdheden uit van de provincieontvanger.

§ 4. Bij zijn ambtsaanvaarding en zijn ambtsneerlegging wordt een eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken overgedragen, onder toezicht van de bestendige deputatie. »

Art. 39. In dezelfde wet wordt een artikel 113*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 113*quater*. De provincieontvanger is verplicht, tot waarborg van zijn beheer, een zekerheid in geld, in effecten of in de vorm van een of meer hypotheeken te stellen.

De Koning bepaalt het minimum- en het maximumbedrag van de zekerheid.

Au plus tard lors de la séance au cours de laquelle le receveur provincial prête serment, le conseil provincial fixe, dans les limites visées à l'alinéa 2, le montant du cautionnement qu'il doit constituer ainsi que le délai qui lui est imparti pour ce faire.

Le cautionnement est placé à la Caisse des dépôts et consignations; l'intérêt qu'il porte appartient au receveur. »

Art. 40. Un article 113quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113quinquies. Lorsque, en raison d'augmentation des recettes annuelles ou pour toute autre cause, il sera jugé que le cautionnement fixé par le conseil provincial n'est pas suffisant, le receveur devra fournir, dans un temps limité, un cautionnement supplémentaire à l'égard duquel on suivra les mêmes règles que pour le cautionnement primitif.

La députation permanente veille à ce que le cautionnement soit réellement fourni et renouvelé en temps requis. »

Art. 41. Un article 113sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113sexies. Tout receveur provincial qui n'aura pas fourni son cautionnement ou supplément de cautionnement dans les délais prescrits, et qui n'aura pas justifié ce retard par des motifs suffisants, sera considéré comme démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Tous frais relatifs à la constitution du cautionnement sont à la charge du receveur provincial. »

Art. 42. Un article 113septies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113septies. En cas de déficit dans une caisse provinciale, la province a privilège sur le cautionnement du receveur provincial, lorsque ces garanties ont été fournies en numéraire. »

Art. 43. Un article 113octies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113octies. Le receveur provincial est chargé :

- a) de la tenue de la comptabilité de la province et de l'établissement des comptes annuels;
- b) du paiement des dépenses;
- c) de la gestion des comptes ouverts au nom de la province et du service de la trésorerie générale de la province;
- d) du placement des fonds de trésorerie;
- e) du contrôle et de la centralisation des engagements;
- f) du contrôle des receveurs spéciaux;
- g) de la perception et du recouvrement forcé des impôts provinciaux en application de l'article 297 du Code des impôts sur les revenus 1992;
- h) de la fourniture d'avis financiers lors de l'établissement du budget et du plan financier pluriannuel.

Chaque année, à la date fixée par le règlement général sur la comptabilité des provinces, il rend compte de sa gestion à la Cour des comptes. »

Art. 44. Un article 113novies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113novies. Le traitement du receveur provincial est fixé par le conseil provincial conformément à l'échelle des traitements applicable aux secrétaires communaux des communes de 80 001 à 150 000 habitants, telle que prévue par l'article 28 de la nouvelle loi communale.

Les services que le receveur provincial a accomplis dans une administration fédérale, régionale, provinciale ou communale, avant sa nomination en cette qualité, sont intégralement pris en compte pour le calcul de son traitement et de sa pension de retraite ou de survie, lesquels sont à charge de la province. »

Art. 45. Un article 113decies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113decies. Il est interdit au receveur provincial d'exercer un commerce, même par personne interposée.

Il lui est également interdit d'exercer toute autre profession et de se livrer à toute occupation lucrative, même par personne interposée.

De provincieraad stelt, binnen de grenzen aangegeven in het tweede lid, en ten laatste op de vergadering tijdens welke de provincieontvanger de eed aflegt, het bedrag vast van de zekerheid welke deze moet stellen, alsmede de termijn waarover hij daartoe beschikt.

De zekerheid wordt bij de Deposito- en Consignatiekas gedeponneerd; de intrest die zij opbrengt, komt aan de ontvanger toe. »

Art. 40. In dezelfde wet wordt een artikel 113quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 113quinquies. Wanneer de door de provincieraad bepaalde zekerheid wegens het toenemen van de jaarlijkse ontvangsten of om enige andere reden ontoereikend wordt geacht, moet de provincieontvanger binnen een bepaalde tijd een aanvullende zekerheid stellen, ten aanzien waarvan dezelfde regels gelden als voor de eerste zekerheid.

De bestendige deputatie zorgt dat de zekerheid werkelijk gesteld wordt en te bekwaamere tijd vernieuwd wordt. »

Art. 41. In dezelfde wet wordt een artikel 113sexies ingevoegd, luidende :

« Art. 113sexies. De provincieontvanger die zijn zekerheid of zijn aanvullende zekerheid niet binnen de voorgeschreven termijn stelt en dit verzuim niet voldoende verantwoordt, wordt geacht ontslag te nemen en wordt vervangen.

Alle kosten betreffende de vestiging van de zekerheid vallen ten laste van de provincieontvanger. »

Art. 42. In dezelfde wet wordt een artikel 113septies ingevoegd, luidende :

« Art. 113septies. Is er een tekort in de provinciekas, dan heeft de provincie een voorrecht op de zekerheid van de provincieontvanger, wanneer de zekerheid in geld gesteld is. »

Art. 43. In dezelfde wet wordt een artikel 113octies ingevoegd, luidende :

« Art. 113octies. De provincieontvanger is belast met :

- a) de boekhouding van de provincie en het opmaken van de jaarrekeningen;
- b) de betaling van de uitgaven;
- c) het beheer van de op naam van de provincie geopende rekeningen en de bedieningen van de algemene kasmiddelen van de provincie;
- d) de belegging van de thesauriemiddelen;
- e) de controle en de centralisatie van de vastleggingen;
- f) de controle van de bijzondere ontvangers;
- g) de inning en de dwanginvordering van de provinciale taksen zoals bepaald in artikel 297 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;
- h) het verlenen van financieel advies bij het opmaken van de begroting en het financieel meerjarenplan.

Hij doet ieder jaar, op de datum bij het algemeen reglement op de provinciecomptabiliteit bepaald, aan het Rekenhof rekening en verantwoording van zijn beheer. »

Art. 44. In dezelfde wet wordt een artikel 113novies ingevoegd, luidende :

« Art. 113novies. De wedde van de provincieontvanger wordt vastgesteld door de provincieraad overeenkomstig de weddeschaal die geldt voor gemeentesecretarissen van gemeenten van 80 001 tot 150 000 inwoners, zoals bepaald in artikel 28 van de nieuwe gemeentewet.

De diensten die de provincieontvanger, vóór zijn benoeming in die hoedanigheid, heeft vervuld bij de rijks-, gewest-, provincie- en gemeentebesturen, komen integraal in aanmerking bij de berekening van zijn wedde en van zijn rust- of overlevingspensioen ten bezware van de provincie. »

Art. 45. In dezelfde wet wordt een artikel 113decies ingevoegd, luidende :

« Art. 113decies. Het is de provincieontvanger verboden handel te drijven, zelfs door een tussenpersoon.

Het is hem tevens verboden enig ander beroep uit te oefenen en enige winstgevendende bezigheid te verrichten, zelfs door een tussenpersoon.

Sauf preuve contraire, la profession exercée par le conjoint sera présumée l'être par personne interposée.

Le conseil provincial inflige une sanction disciplinaire au receveur provincial qui enfreint les interdictions visées aux premier et deuxième alinéas. »

Art. 46. Un article 113*undecies*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 113*undecies*. Un compte de fin de gestion est établi lorsque le receveur provincial cesse définitivement d'exercer ses fonctions. Le compte de fin de gestion du receveur provincial, accompagné, s'il y a lieu, de ses observations, ou, en cas de décès, de celles de ses ayants cause, est soumis par la députation permanente à la Cour des comptes, qui l'arrête définitivement selon les modalités prescrites aux articles 10 à 13 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes. »

Art. 47. A l'article 114 de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1952, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "soit au compte général des chèques postaux de la province, soit au compte de celle-ci à la société anonyme "Crédit Communal de Belgique" sont remplacés par les mots "au compte général de la province, conformément à l'article 113";

2° à l'alinéa 4, la phrase "les inventaires et procès-verbaux de récolement sont remis en copie à la Cour des Comptes dans le mois de leur établissement" est supprimée.

Art. 48. Un titre VII*ter* intitulé "Des régies provinciales et des régies provinciales autonomes" et comprenant les articles 114*bis* à 114*duodecies*, est inséré après l'article 114 de la même loi.

Le titre VII*ter* visé à l'alinéa 1^{er} est subdivisé en un chapitre Ier intitulé "Des régies provinciales" et comprenant les articles 114*bis*, 114*ter* et 114*quater*, et un chapitre II intitulé "Des régies provinciales autonomes" et comprenant les articles 114*quinquies*, 114*sexies*, 114*septies*, 114*octies*, 114*novies*, 114*decies*, 114*undecies* et 114*duodecies*.

Art. 49. L'article 114*bis* de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 24 du 26 juillet 1939, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 114*bis*. Les établissements et services provinciaux peuvent être organisés en régies et gérés en dehors des services généraux de la province. »

Art. 50. Un article 114*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 114*quinquies*. Le conseil provincial peut ériger les établissements et services à caractère industriel ou commercial en régies provinciales autonomes dotées de la personnalité civile.

Le Roi détermine les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le conseil provincial peut créer une régie provinciale autonome dotée de la personnalité juridique. »

Art. 51. Un article 114*sexies*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 114*sexies*. § 1^{er}. Les régies provinciales autonomes sont gérées par un conseil d'administration et un comité de direction.

§ 2. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet de la régie provinciale autonome.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Celui-ci fait régulièrement rapport au conseil d'administration.

Le conseil provincial désigne les membres du conseil d'administration de la régie provinciale autonome. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre des conseillers provinciaux. La majorité du conseil d'administration est composée de membres du conseil provincial. Chaque groupe politique y est représenté.

Le conseil d'administration choisit un président parmi ses membres.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Le comité de direction est chargé de la gestion journalière, de la représentation quant à cette gestion, ainsi que de l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il est composé d'un administrateur délégué et de quatre administrateurs-directeurs désignés par le conseil d'administration.

Tenzij het tegendeel is bewezen, wordt de echtgenoot geacht zijn beroep uit te oefenen als tussenpersoon.

De provincieraad legt een tuchtstraf op aan de provincieontvanger die de verbodsbepalingen bedoeld in het eerste en het tweede lid overtreedt. »

Art. 46. In dezelfde wet wordt een artikel 113*undecies* ingevoegd, luidende :

« Art. 113*undecies*. Er wordt een eindrekening gemaakt wanneer de provincieontvanger zijn ambt neerlegt. De bestendige deputatie legt de eindrekening van de provincieontvanger, in voorkomend geval samen met diens opmerkingen of, zo hij overleden is, die van zijn rechtverkrijgenden, voor aan het Rekenhof, dat de eindrekening definitief afsluit volgens de regels voorgeschreven in de artikelen 10 tot 13 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof. »

Art. 47. In artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1952, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "op de algemene postrekening van de provincie of op haar rekening bij het "Gemeentekrediet van België"" vervangen door de woorden "op de algemene rekening van de provincie, overeenkomstig artikel 113";

2° in het vierde lid wordt de zin "de inventarissen en processen-verbaal van vergelijking worden binnen een maand nadat zij zijn opgemaakt, in afschrift aan het Rekenhof gezonden" geschrapt.

Art. 48. Na artikel 114 van dezelfde wet wordt een titel VII*ter* ingevoegd, onder het opschrift "De provinciebedrijven en de autonome provinciebedrijven" en bestaande uit de artikelen 114*bis* tot 114*duodecies*.

Titel VII*ter* bedoeld in het eerste lid wordt onderverdeeld in een hoofdstuk I, onder het opschrift "Provinciebedrijven", dat de artikelen 114*bis*, 114*ter* en 114*quater* bevat, en een hoofdstuk II, onder het opschrift "Autonome provinciebedrijven", dat de artikelen 114*quinquies*, 114*sexies*, 114*septies*, 114*octies*, 114*novies*, 114*decies*, 114*undecies* en 114*duodecies* bevat.

Art. 49. Artikel 114*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 24 van 26 juli 1939, wordt vervangen als volgt :

« Art. 114*bis*. De provinciale inrichtingen en diensten kunnen worden georganiseerd als provinciebedrijven en buiten de algemene diensten van de provincie om beheerd. »

Art. 50. In dezelfde wet wordt een artikel 114*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 114*quinquies*. De provincieraad kan de inrichtingen en diensten van industriële of commerciële aard organiseren als autonome provinciebedrijven met rechtspersoonlijkheid.

De Koning bepaalt de activiteiten van commerciële of industriële aard waarvoor de provincieraad een autonoom provinciebedrijf met rechtspersoonlijkheid kan oprichten. »

Art. 51. In dezelfde wet wordt een artikel 114*sexies* ingevoegd, luidende :

« Art. 114*sexies*. § 1. De autonome provinciebedrijven worden beheerd door een raad van bestuur en een directiecomité.

§ 2. De raad van bestuur is gemachtigd alle nuttige of noodzakelijke handelingen te verrichten om de doelstellingen van het autonome provinciebedrijf te verwezenlijken.

De raad van bestuur controleert het bestuur van het directiecomité. Het directiecomité brengt regelmatig verslag uit aan de raad van bestuur.

De provincieraad wijst de leden van de raad van bestuur van het autonome provinciebedrijf aan. Hun aantal mag niet groter zijn dan een vijfde van het aantal provincieraadsleden. De meerderheid van de raad van bestuur bestaat uit leden van de provincieraad. Elke fractie is erin vertegenwoordigd.

De raad van bestuur kiest uit zijn leden een voorzitter.

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. Het directiecomité is belast met het dagelijks bestuur, met de vertegenwoordiging met betrekking tot dat bestuur en met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur. Het is samengesteld uit een afgevaardigd bestuurder en vier bestuursdirecteurs aangesteld door de raad van bestuur.

Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué. En cas de partage des voix au comité de direction, sa voix est prépondérante. »

Art. 52. Un article 114septies, rédigé comme suit, est inséré dans le même loi :

« Art. 114septies. Le contrôle de la situation financière et des comptes annuels des régies provinciales autonomes est confié à un collège de trois commissaires désignés par le conseil provincial en dehors du conseil d'administration de la régie et dont l'un au moins a la qualité de membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Ce dernier excepté, les membres du collège des commissaires sont tous membres du conseil provincial. »

Art. 53. Un article 114octies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 114octies. Les conseillers provinciaux dont le mandat prend fin sont réputés démissionnaires de plein droit de la régie provinciale autonome.

Tous les mandats dans les différents organes des régies provinciales autonomes prennent fin lors de la première réunion du conseil d'administration suivant l'installation du conseil provincial. »

Art. 54. Un article 114novies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 114novies. § 1^{er}. Les régies provinciales autonomes décident librement, dans les limites de leur objet, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de leurs biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions et de leur mode de financement.

§ 2. Elles peuvent prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou de droit privé, ci-après dénommées les filiales, dont l'objet social est compatible avec leur objet.

Quelle que soit l'importance des apports des diverses parties à la constitution du capital social, la régie provinciale autonome dispose de la majorité des voix et assume la présidence dans les organes des filiales.

Les membres du conseil provincial siégeant comme administrateur ou commissaire dans les organes d'une régie provinciale autonome, ne peuvent détenir aucun mandat rémunéré d'administrateur ou de commissaire ni exercer aucune activité salariée dans une filiale de cette régie. »

Art. 55. Un article 114decies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 114decies § 1^{er}. Le conseil d'administration établit chaque année un plan d'entreprise fixant les objectifs et la stratégie à moyen terme de la régie provinciale autonome, ainsi qu'un rapport d'activité. Le plan d'entreprise et le rapport d'activité sont communiqués au conseil provincial.

§ 2. Le conseil provincial peut, à tout moment, demander au conseil d'administration un rapport sur les activités de la régie provinciale autonome ou sur certaines d'entre elles. »

Art. 56. Un article 114undecies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 114undecies. Les articles 53 à 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables aux régies provinciales autonomes, à moins qu'il n'y soit dérogé expressément par la présente loi. »

Art. 57. Un article 114duodecies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 114duodecies. Les régies provinciales autonomes sont soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. »

Art. 58. Il est inséré après l'article 114duodecies de la même loi un titre VIIquater intitulé "Des règlements et ordonnances du conseil provincial ou de la députation permanente" et comprenant les articles 116 à 118.

Art. 59. L'article 116 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 116. L'article 91 est applicable à la députation permanente. »

Het directiecomité wordt voorgezeten door de afgevaardigd bestuurder. Bij staking van stemmen in het directiecomité is zijn stem beslissend. »

Art. 52. In dezelfde wet wordt een artikel 114septies ingevoegd, luidende :

« Art. 114septies. Het toezicht op de financiële toestand en op de jaarrekeningen van de autonome provinciebedrijven wordt opgedragen aan een college van drie commissarissen die door de provincieraad worden gekozen buiten de raad van bestuur van het provinciebedrijf en onder wie ten minste één lid is van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Met uitzondering van deze laatste zijn de leden van het college van commissarissen allen lid van de provincieraad. »

Art. 53. In dezelfde wet wordt een artikel 114octies ingevoegd, luidende :

« Art. 114octies. De provincieraadsleden wier mandaat een einde neemt, worden geacht van rechtswege ontslagnemend te zijn in het autonome provinciebedrijf.

Alle mandaten in de verschillende organen van de autonome provinciebedrijven worden beëindigd op de eerste vergadering van de raad van bestuur die volgt op de installatie van de provincieraad. »

Art. 54. In dezelfde wet wordt een artikel 114novies ingevoegd, luidende :

« Art. 114novies. § 1. De autonome provinciebedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de verwerving, de aanwending en de vervreemding van hun lichamelijke en onlichamelijke goederen, over de vestiging of de opheffing van de zakelijke rechten op die goederen, alsook over de uitvoering van dergelijke beslissingen en over hun financiering.

§ 2. Zij kunnen rechtstreeks of onrechtstreeks participeren in publiek- of privaatrechtelijke ondernemingen, verenigingen en instellingen, hierna genoemd de filialen, waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met hun doel.

Ongeacht de grootte van de inbreng van de verschillende partijen in het maatschappelijk kapitaal, moet het autonome provinciebedrijf over de meerderheid van stemmen beschikken en het voorzitterschap waarnemen in de organen van de filialen.

De leden van de provincieraad die als bestuurder of commissaris zitting hebben in de organen van een autonoom provinciebedrijf, mogen geen enkel bezoldigd mandaat van bestuurder of commissaris vervullen, noch enige bezoldigde activiteit uitoefenen in een filiaal van dat bedrijf. »

Art. 55. In dezelfde wet wordt een artikel 114decies ingevoegd, luidende :

« Art. 114decies. § 1. De raad van bestuur stelt jaarlijks een ondernemingsplan op dat de doelstellingen en de strategie van het autonoom provinciebedrijf op middellange termijn vastlegt, evenals een activiteitenverslag. Het ondernemingsplan en het activiteitenverslag worden meegedeeld aan de provincieraad.

§ 2. De provincieraad kan te allen tijde aan de raad van bestuur verslag vragen over de activiteiten van het autonoom provinciebedrijf of over sommige ervan. »

Art. 56. In dezelfde wet wordt een artikel 114undecies ingevoegd, luidende :

« Art. 114undecies. De artikelen 53 tot 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn van toepassing op de autonome provinciebedrijven, tenzij deze wet er uitdrukkelijk van afwijkt. »

Art. 57. In dezelfde wet wordt een artikel 114duodecies ingevoegd, luidende :

« Art. 114duodecies. De wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen is van toepassing op de autonome provinciebedrijven. »

Art. 58. Na artikel 114duodecies van dezelfde wet wordt een titel VIIquater ingevoegd, onder het opschrift "Reglementen en verordeningen van de provincieraad of van de bestendige deputatie" en bestaande uit de artikelen 116 tot 118.

Art. 59. Artikel 116 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, wordt vervangen als volgt :

« Art. 116. Artikel 91 is toepasselijk op de bestendige deputatie. »

Art. 60. A l'article 118 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1^{er}, 2 et 3 forment le § 1^{er};

2° il est inséré un § 2 (nouveau), rédigé comme suit :

« § 2. La correspondance de la province est signée par le gouverneur et contresignée par le greffier provincial.

Le gouverneur peut déléguer par écrit la signature de certains documents à un ou plusieurs membres de la députation permanente. Il peut révoquer cette délégation à tout moment.

La mention de la délégation doit précéder la signature, le nom et la qualité du membre de la députation permanente titulaire de la délégation.

La députation permanente peut autoriser le greffier provincial à déléguer le contresignement de certains documents à un ou plusieurs fonctionnaires de la province.

Cette délégation est faite par écrit; le conseil provincial en est informé au cours de sa plus prochaine séance.

La mention de la délégation doit précéder la signature, le nom et la qualité du fonctionnaire délégué sur tous les documents qu'il signe. »

Art. 61. L'article 119, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1870, est remplacé par la disposition suivante :

« Les actes ainsi transcrits, de même que les minutes de toutes les délibérations, sont signés dans le mois par le greffier, soit avec le président du conseil ou de la députation permanente selon qu'il s'agit de séances du conseil ou de la députation permanente, soit avec tous les membres de la députation permanente qui y ont assisté, conformément à ce qui est statué par le règlement. »

Art. 62. A l'article 120 de la même loi, modifié par les lois des 27 mai 1870, 27 mai 1975, 6 juillet 1987 et 11 juillet 1994, l'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseil provincial fixe le traitement du greffier provincial dans les limites minimum et maximum de l'échelle de traitement liée à la fonction de secrétaire communal des communes classées dans la catégorie supérieure conformément à l'article 28 de la loi communale. Le conseil provincial détermine les indemnités et allocations dont le greffier jouit à l'instar des autres fonctionnaires provinciaux. »

Art. 63. L'article 121 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1870, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 121. En cas d'empêchement ou d'absence du greffier provincial, il est remplacé par un fonctionnaire de l'administration provinciale, désigné par la députation permanente. »

Art. 64. A l'article 140 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 4°, entre les mots "l'Etat," et les mots "la province", sont insérés les mots "les Communautés,";

2° au § 1^{er}, 5°, les mots "des commissions d'assistance publique" sont remplacés par les mots "des centres publics d'aide sociale".

Art. 65. Un titre Xbis intitulé "De la consultation populaire provinciale" et comprenant les articles 140-1 à 140-12 est inséré après l'article 140 de la même loi.

Art. 66. Un article 140-1, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-1. Le conseil provincial peut, soit d'initiative, soit à la demande des électeurs provinciaux, décider de consulter les électeurs de la province sur les matières d'intérêt provincial.

L'initiative émanant des électeurs provinciaux doit être soutenue par au moins 10% des électeurs provinciaux. »

Art. 67. Un article 140-2, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-2. Toute demande d'organisation d'une consultation à l'initiative des électeurs provinciaux doit être adressée par lettre recommandée à la députation permanente.

A la demande sont joints une note motivée et les documents de nature à informer le conseil provincial. »

Art. 60. In artikel 118 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste, het tweede en het derde lid vormen § 1;

2° er wordt een nieuwe § 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. De briefwisseling van de provincie wordt ondertekend door de gouverneur en medeondertekend door de provinciegriffier.

De gouverneur kan de ondertekening van bepaalde stukken schriftelijk opdragen aan een of meer leden van de bestendige deputatie. Die opdracht kan te allen tijde door de gouverneur worden herroepen.

Het lid van de bestendige deputatie aan wie de opdracht is gegeven, moet boven zijn handtekening, naam en functie melding maken van die opdracht.

De bestendige deputatie kan de provinciegriffier machtigen de medeondertekening van bepaalde stukken op te dragen aan een of meer ambtenaren van de provincie.

Deze opdracht geschiedt schriftelijk; de provincieraad wordt daarvan op de hoogte gebracht tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

De ambtenaar aan wie de opdracht is gegeven, moet boven zijn handtekening, naam en functie melding maken van die opdracht, op alle stukken die hij ondertekent. »

Art. 61. Artikel 119, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1870, wordt vervangen als volgt :

« De aldus overgeschreven akten, evenals de minuten van alle beraadslagingen en besluiten, worden binnen een maand getekend door de griffier, hetzij samen met de voorzitter van de raad of van de bestendige deputatie naargelang het om een vergadering van de raad dan wel van de bestendige deputatie gaat, hetzij samen met alle leden van de bestendige deputatie die eraan hebben deelgenomen, overeenkomstig hetgeen door het reglement bepaald is. »

Art. 62. In artikel 120 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1870, 27 mei 1975, 6 juli 1987 en 11 juli 1994, wordt het zevende lid vervangen als volgt :

« De provincieraad stelt de wedde van de provinciegriffier vast binnen de minimum- en maximumgrenzen van de weddeschaal verbonden aan het ambt van gemeentesecretaris in de gemeenten die overeenkomstig artikel 28 van de gemeentewet in de hoogste klasse zijn ingedeeld. De provincieraad bepaalt de vergoedingen en toelagen die de griffier geniet zoals de andere provincieambtenaren. »

Art. 63. Artikel 121 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1870, wordt vervangen als volgt :

« Art. 121. Bij verhindering of afwezigheid van de provinciegriffier wordt hij vervangen door een ambtenaar van het provinciebestuur, aangewezen door de bestendige deputatie. »

Art. 64. In artikel 140 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 4°, worden tussen de woorden "de Staat" en de woorden "de provincie" ingevoegd de woorden "de Gemeenschappen";

2° in § 1, 5°, worden de woorden "de commissies van openbare onderstand" vervangen door de woorden "de openbare centra voor maatschappelijk welzijn".

Art. 65. Na artikel 140 van dezelfde wet wordt een titel Xbis ingevoegd, onder het opschrift "De provinciale volksraadpleging" en bestaande uit de artikelen 140-1 tot 140-12.

Art. 66. In dezelfde wet wordt een artikel 140-1 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-1. De provincieraad kan, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de provincieraadskiezers, beslissen de kiezers van de provincie te raadplegen over de aangelegenheden van provinciaal belang.

Het initiatief dat uitgaat van de provincieraadskiezers, moet gesteund worden door ten minste 10 % van de provincieraadskiezers. »

Art. 67. In dezelfde wet wordt een artikel 140-2 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-2. Elk verzoek tot het houden van een raadpleging op initiatief van de provincieraadskiezers moet bij aangetekende brief worden gericht aan de bestendige deputatie.

Bij het verzoek worden een gemotiveerde nota gevoegd en de stukken die de provincieraad kunnen voorlichten. »

Art. 68. Un article 140-3, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-3. La demande n'est recevable que pour autant qu'elle soit introduite au moyen d'un formulaire délivré par la province et qu'elle comprenne, outre le nom de la province et la reproduction de l'article 196 du Code pénal, les mentions suivantes :

1° la ou les questions qui font l'objet de la consultation proposée;

2° le nom, les prénoms, la date de naissance et le domicile de chacun des signataires de la demande. »

Art. 69. Un article 140-4, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-4. Dès la réception de la demande, la députation permanente examine si la demande est soutenue par un nombre suffisant de signatures valables.

La députation permanente raye à l'occasion de cet examen :

1° les signatures en double;

2° les signatures des personnes qui n'ont pas la qualité d'éleveur provincial;

3° les signatures des personnes dont les données fournies ne suffisent pas à permettre la vérification de leur identité.

Le contrôle est clos lorsque le nombre de signatures valables est atteint. »

Art. 70. Un article 140-5, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-5. Peuvent seuls participer à la consultation populaire les citoyens de la province qui satisfont aux conditions visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

La participation n'est pas obligatoire. Chaque participant a droit à une voix.

Le scrutin est secret.

La consultation ne peut avoir lieu que le dimanche. Les participants sont admis au scrutin de 8 à 13 h. Ceux qui se trouvent dans le local de vote avant 13 h sont encore admis au scrutin.

Il n'est procédé au dépouillement que si au moins 40% des électeurs provinciaux ont participé à la consultation. »

Art. 71. Un article 140-6, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-6. Par matières d'intérêt provincial au sens de l'article 140-1, il faut entendre les matières réglées par les articles 65, 1^{er} alinéa, 72, 73, 1^{er} alinéa, 75, 76 et 85 de la présente loi.

Les questions de personne et les questions relatives aux comptes, aux budgets, aux taxes et rétributions provinciales ne peuvent faire l'objet d'une consultation.

Nulle consultation populaire ne peut être organisée au cours des seize mois qui précèdent la réunion ordinaire des électeurs pour le renouvellement des conseils provinciaux. En outre, nulle consultation populaire ne peut être organisée au cours des quarante jours qui précèdent l'élection directe des membres de la Chambre des représentants, du Sénat, des Conseils et du Parlement européen.

Les électeurs ne peuvent être consultés qu'une seule fois par semestre et six fois au plus par législature. Au cours de la période qui s'étend d'un renouvellement des conseils provinciaux à l'autre, il ne peut être organisé qu'une seule consultation sur le même sujet. »

Art. 72. Un article 140-7, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-7. Une demande d'organisation d'une consultation populaire est inscrite à l'ordre du jour de la plus prochaine séance de la députation permanente et du conseil provincial.

Il est procédé à l'inscription après la clôture du contrôle visé à l'article 140-4.

Art. 68. In dezelfde wet wordt een artikel 140-3 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-3. Het verzoek is alleen dan ontvankelijk als het wordt ingediend door middel van een formulier afgegeven door de provincie en als het, buiten de naam van de provincie en de tekst van artikel 196 van het Strafwetboek, de volgende vermeldingen bevat :

1° de vraag of vragen waarop de voorgenomen raadpleging betrekking heeft;

2° de naam, voornamen, geboortedatum en woonplaats van eenieder die het verzoekschrift heeft ondertekend. »

Art. 69. In dezelfde wet wordt een artikel 140-4 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-4. Onmiddellijk na ontvangst van het verzoek onderzoekt de bestendige deputatie of het verzoek gesteund is door een voldoende aantal geldige handtekeningen.

Naar aanleiding van dat onderzoek schrapt de bestendige deputatie :

1° de dubbele handtekeningen;

2° de handtekeningen van de personen die niet de hoedanigheid van provincieraadskiezer hebben;

3° de handtekeningen van de personen ten aanzien van wie de verschaft gegevens ontoereikend zijn om de toetsing van hun identiteit mogelijk te maken.

De controle wordt beëindigd wanneer het aantal geldige handtekeningen is bereikt. »

Art. 70. In dezelfde wet wordt een artikel 140-5 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-5. Aan de volksraadpleging kunnen alleen deelnemen de burgers van de provincie die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

De deelname is niet verplicht. Iedere deelnemer heeft recht op één stem.

De stemming is geheim.

De raadpleging kan enkel op een zondag plaatsvinden. De deelnemers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur. Degenen die zich voor 13 uur in het stemlokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

Tot het opnemen van de stemmen wordt slechts overgegaan indien ten minste 40 % van de provincieraadskiezers aan de raadpleging hebben deelgenomen. »

Art. 71. In dezelfde wet wordt een artikel 140-6 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-6. Onder aangelegenheden van provinciaal belang, zoals bedoeld in artikel 140-1, wordt verstaan de aangelegenheden geregeld door de artikelen 65, eerste lid, 72, 73, eerste lid, 75, 76 en 85 van deze wet.

Persoonlijke aangelegenheden en aangelegenheden betreffende de rekeningen, de begrotingen, de provinciebelastingen en -retributies kunnen niet het onderwerp van een raadpleging zijn.

Geen raadpleging kan worden georganiseerd in een periode van zestien maanden vóór de gewone vergadering van de kiezers voor de vernieuwing van de provincieraden. Bovendien kan geen raadpleging worden georganiseerd in een periode van veertig dagen vóór de rechtstreekse verkiezing van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat, de Raden en het Europees Parlement.

De kiezers kunnen slechts eenmaal om de zes maanden worden geraadpleegd, met een maximum van zes raadplegingen per zittingsperiode. Gedurende het tijdvak tussen twee vernieuwingen van de provincieraad kan slechts één volksraadpleging over hetzelfde onderwerp worden gehouden. »

Art. 72. In dezelfde wet wordt een artikel 140-7 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-7. Een verzoek tot het houden van een raadpleging wordt op de agenda van de eerstvolgende vergadering van de bestendige deputatie en van de provincieraad ingeschreven.

Tot de inschrijving wordt overgegaan nadat de controle, bedoeld in artikel 140-4, is afgesloten.

La députation permanente est obligée de procéder à l'inscription à l'ordre du jour du conseil provincial a moins que celui-ci ne soit manifestement pas compétent, à aucun égard, pour décider de la demande.

S'il y a des doutes à ce sujet, c'est le conseil provincial qui décide. »

Art. 73. Un article 140-8, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-8. Toute décision sur l'organisation d'une consultation populaire fait l'objet d'une motivation formelle.

L'alinéa précédent s'applique également à toute décision qui concerne directement une question qui a fait l'objet d'une consultation. »

Art. 74. Un article 140-9, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-9. Au moins un mois avant le jour de la consultation, l'administration provinciale met à la disposition des habitants une brochure présentant le sujet de la consultation populaire de manière objective. Cette brochure comporte en outre la note motivée, visée à l'article 140-2, alinéa 2, ainsi que la ou les questions sur lesquelles les habitants seront consultés. »

Art. 75. Un article 140-10, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-10. Les questions doivent être formulées de manière à ce qu'il puisse y être répondu par oui ou par non. »

Art. 76. Un article 140-11, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-11. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les dispositions particulières relatives à la procédure d'organisation d'une consultation populaire provinciale par analogie avec la procédure visée à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales pour l'élection des conseillers provinciaux. »

Art. 77. Un article 140-12, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 140-12. Le Roi fixe les modalités suivant lesquelles les résultats de la consultation sont portés à la connaissance du public. »

Dispositions abrogatoires

Art. 78. Sont abrogés dans la même loi :

- 1° l'article 77, modifié par la loi du 27 mai 1975;
- 2° l'article 115, modifié par les lois des 11 juillet 1952 et 6 janvier 1984;
- 3° l'article 140sexies, inséré par la loi du 16 juillet 1993;
- 4° les articles 140septies et 140octies, insérés par la loi du 11 juillet 1994.

Dispositions transitoires

Art. 79. L'article 141 de la même loi, abrogé par la loi du 27 mai 1975, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 141. L'article 66, alinéa 4, de la loi provinciale du 30 avril 1836 reste d'application jusqu'à la date d'entrée en vigueur des nouvelles règles budgétaires, financières et comptables des provinces que le Roi doit déterminer conformément à l'article 66 de la présente loi. »

Art. 80. L'article 142 de la même loi, abrogé par la loi du 27 mai 1975, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 142. Les articles 113bis, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 5, et 114 de la loi provinciale du 30 avril 1836 restent d'application jusqu'à la date d'entrée en vigueur des dispositions du titre VIIbis de la même loi, fixée par le Roi. L'entrée en vigueur doit avoir lieu le 1^{er} janvier de l'année civile qu'il désigne.

L'article 113bis, alinéa 4, reste d'application pour les comptables admis à la pension après l'entrée en vigueur du titre VIIbis de la présente loi.

Lorsque les dispositions du titre VIIbis précité entrent en vigueur, les comptes de fin de gestion des comptables provinciaux doivent être clôturés et approuvés et, le cas échéant, décharge doit leur être donnée sauf pour celui qui devient receveur provincial. »

De bestendige deputatie is verplicht tot inschrijving op de agenda van de provincieraad over te gaan, tenzij de provincieraad klaarblijkelijk in generlei opzicht bevoegd is om over het verzoek te beslissen.

Indien hieromtrent twijfel bestaat, beslist de provincieraad. »

Art. 73. In dezelfde wet wordt een artikel 140-8 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-8. Elke beslissing over het houden van een volksraadpleging wordt uitdrukkelijk gemotiveerd.

Het voorgaande lid is tevens van toepassing op elke beslissing die rechtstreeks betrekking heeft op een aangelegenheid die het onderwerp is geweest van een raadpleging. »

Art. 74. In dezelfde wet wordt een artikel 140-9 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-9. Ten minste één maand vóór de dag van de raadpleging stelt het provinciebestuur aan de inwoners een brochure ter beschikking waarin het onderwerp van de raadpleging op een objectieve manier wordt uiteengezet. Deze brochure bevat bovendien de gemotiveerde nota, bedoeld in artikel 140-2, tweede lid, alsmede de vraag of vragen waarover de inwoners zullen worden geraadpleegd. »

Art. 75. In dezelfde wet wordt een artikel 140-10 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-10. De vragen moeten op zulkdanige manier geformuleerd zijn dat met ja of neen kan worden geantwoord. »

Art. 76. In dezelfde wet wordt een artikel 140-11 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-11. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de nadere procedureregels voor het houden van een provinciale volksraadpleging, naar analogie van de procedure bedoeld in de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen voor de verkiezing van de provincieraadsleden. »

Art. 77. In dezelfde wet wordt een artikel 140-12 ingevoegd, luidende :

« Art. 140-12. De Koning bepaalt de wijze waarop de uitslag van de raadpleging aan de bevolking bekendgemaakt wordt. »

Opheffingsbepalingen

Art. 78. In dezelfde wet worden opgeheven :

- 1° artikel 77, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975;
- 2° artikel 115, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1952 en 6 januari 1984;
- 3° artikel 140sexies, ingevoegd bij de wet van 16 juli 1993;
- 4° de artikelen 140septies en 140octies, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1994.

Overgangsbepalingen

Art. 79. Artikel 141 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 27 mei 1975, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 141. Artikel 66, vierde lid, van de provinciewet van 30 april 1836 blijft van kracht tot de datum van inwerkingtreding van de nieuwe begrotings-, financiële en boekhoudkundige voorschriften van de provincies, die de Koning overeenkomstig artikel 66 van deze wet moet vaststellen. »

Art. 80. Artikel 142 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 27 mei 1975, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 142. De artikelen 113bis, eerste, tweede, derde en vijfde lid, en 114 van de provinciewet van 30 april 1836 blijven van kracht tot de door de Koning vastgestelde datum van inwerkingtreding van de bepalingen van titel VIIbis van dezelfde wet. De inwerkingtreding moet geschieden op 1 januari van het kalenderjaar dat Hij aanduidt.

Artikel 113bis, vierde lid, blijft van kracht voor de rekenplichtigen die na de inwerkingtreding van titel VIIbis van deze wet met pensioen gaan.

Wanneer de bepalingen van de voormelde titel VIIbis in werking treden, moeten de eindrekeningen van de provinciale rekenplichtigen afgesloten en goedgekeurd worden en, in voorkomend geval, moet hun kwijting worden verleend, behalve voor degene die provincieontvanger wordt. »

Art. 81. L'article 143 de la même loi, abrogé par la loi du 27 mai 1975, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 143. Les articles 114*bis*, 114*ter* et 114*quater* de la loi provinciale du 30 avril 1836 cessent de produire leurs effets à la date d'entrée en vigueur des dispositions du titre VII*ter* de la même loi, sauf pour ce qui concerne l'établissement des comptes relatifs aux opérations financières et comptables effectuées jusqu'à cette date, et de l'approbation de ces comptes. »

Disposition de coordination

Art. 82. Le Roi peut modifier les dispositions législatives existantes pour les mettre en concordance avec la loi provinciale.

Il peut modifier la loi provinciale pour la mettre en concordance avec les dispositions législatives futures qui la modifieraient implicitement.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 1^{er} juillet 1860 apportant des modifications à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment*

Art. 83. A l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1860 apportant des modifications à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment, les mots "les personnes de confiance visées à l'article 63*bis* de la loi provinciale du 30 avril 1836" sont insérés après les mots "Les conseillers provinciaux,"

Art. 84. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "et par les personnes de confiance visées à l'article 63*bis* de la loi provinciale du 30 avril 1836," sont insérés après les mots "par les conseillers provinciaux".

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales*

Art. 85. Dans l'article 36 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, remplacé par la loi du 6 janvier 1984, les alinéas 2 à 4 sont remplacés par la disposition suivante :

« A défaut de suppléant, une élection extraordinaire peut être organisée en vertu d'une décision du conseil provincial ou d'un arrêté royal à l'effet de pourvoir aux places devenues vacantes. Elle a toujours lieu un dimanche. L'assemblée des électeurs se réunit dans les cinquante jours de la décision ou de l'arrêté royal. Ce délai ne court pas pendant les mois de juillet et d'août. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 81. Artikel 143 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 27 mei 1975, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 143. De artikelen 114*bis*, 114*ter* en 114*quater* van de provinciewet van 30 april 1836 houden op van kracht te zijn op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van titel VII*ter* van dezelfde wet, behalve wat betreft het opmaken van de rekeningen betreffende de financiële en boekhoudkundige verrichtingen die tot op dat tijdstip gedaan worden, en de goedkeuring van die rekeningen. »

Coördinatiebepaling

Art. 82. De Koning kan de bestaande wetsbepalingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de provinciewet.

Hij kan de provinciewet wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de toekomstige wetsbepalingen die haar impliciet zouden wijzigen.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 1 juli 1860 tot wijziging van de provinciewet en de gemeentewet wat betreft de eedaflegging*

Art. 83. In artikel 1 van de wet van 1 juli 1860 tot wijziging van de provinciewet en de gemeentewet wat betreft de eedaflegging, worden de woorden "de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 63*bis* van de provinciewet van 30 april 1836" ingevoegd na de woorden "De provincieraadsleden,".

Art. 84. In artikel 2, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "en de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 63*bis* van de provinciewet van 30 april 1836" ingevoegd na de woorden "De provincieraadsleden".

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen*

Art. 85. In artikel 36 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, vervangen bij de wet van 6 januari 1984, wordt het tweede tot het vierde lid vervangen door de volgende bepaling :

"Is er geen opvolger, dan kan, krachtens een beslissing van de provincieraad of krachtens een koninklijk besluit, een buitengewone verkiezing worden gehouden om te voorzien in de opengevallen plaatsen. Die verkiezing heeft altijd plaats op een zondag. Het kiescollege vergadert binnen vijftig dagen na de beslissing of het koninklijk besluit. Deze termijn loopt niet tijdens de maanden juli en augustus. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 — 1355

[C - 97/461]

9 JUIN 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1994 et l'arrêté ministériel du 29 avril 1996

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 239, modifié par la loi du 27 mai 1989;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 44;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1994 et l'arrêté ministériel du 29 avril 1996,

N. 97 — 1355

[C - 97/461]

9 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 oktober 1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 maart 1994 en het ministerieel besluit van 29 april 1996

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 239, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid op artikel 44;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 oktober 1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 maart 1994 en het ministerieel besluit van 29 april 1996,